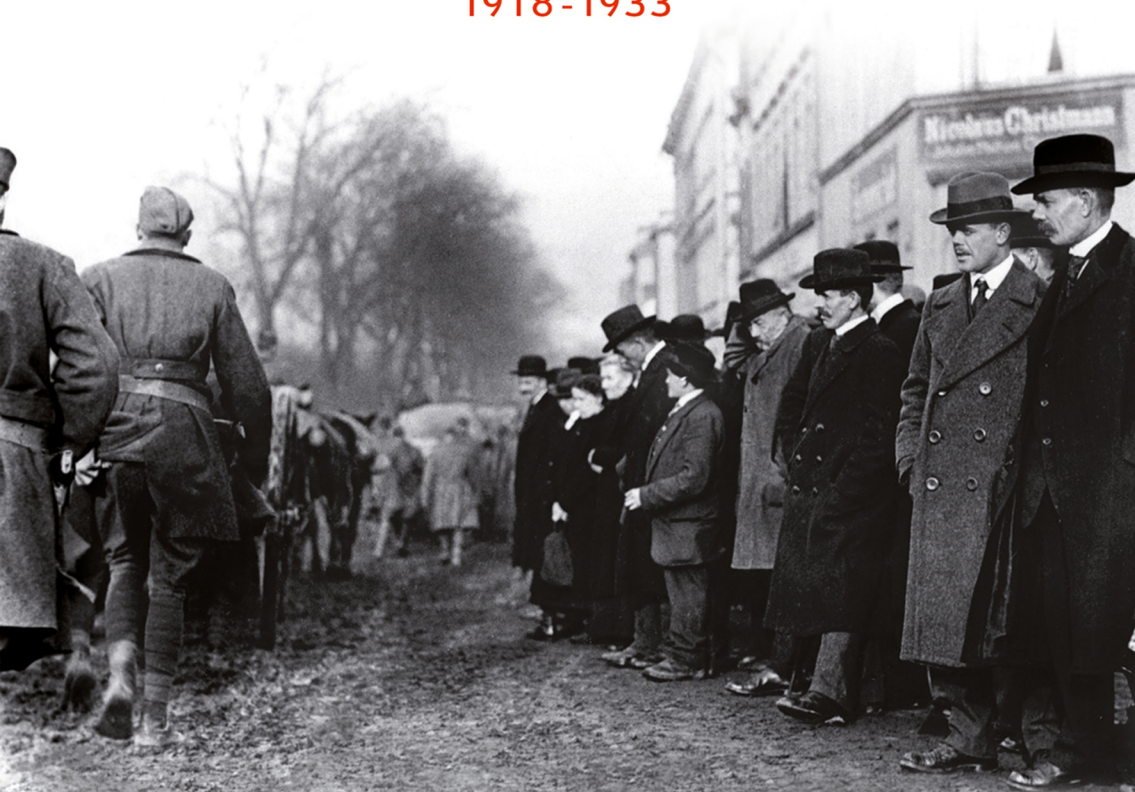


GERD KRUMEICH

L'IMPENSABLE DÉFAITE

L'ALLEMAGNE
DÉCHIRÉE
1918-1933



Belin:

L'Impensable Défaite

Gerd Krumeich

L'Impensable Défaite
L'Allemagne déchirée
1918-1933

Traduit de l'allemand par Josie Mély

Belin:

En couverture: Les civils de Trèves regardent silencieusement l'infanterie américaine défiler dans la rue, Allemagne, 1^{er} décembre 1918 © Photo 12 / L'Illustration.

Réalisation de la couverture: Offparis.fr

Relecture-corrrection: Maud Bruguère

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que «les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» [article L. 122-5]; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands Augustins, 75006 Paris) l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

ISSN 2270-4922 – ISBN 978-2-4100-1747-2

Dépôt légal – 1^{re} édition: 2019, septembre

© Éditions Belin/Humensis, 2019

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

Ce livre est né d'un dialogue entretenu depuis une trentaine d'années avec mes collègues et amis en Allemagne et en France. La question de savoir comment on a pu en arriver à la prise de pouvoir par Hitler en 1933 m'a en effet accompagné dès ma jeunesse dans les années 1960 puis, d'une façon différente mais tout aussi intense, dans mon travail pour l'Historial de Péronne et d'autres foyers de recherche historique en France. Spécialiste de la Grande Guerre, j'ai cherché à scruter une question de fond qui m'a poursuivi voire tracassé tout au long d'une série d'entretiens et de disputes et que l'on pourrait formuler ainsi : dans quelle mesure Hitler et le nazisme ont-ils été le résultat de la guerre perdue, de l'impensable défaite et du traumatisme de « Versailles » ou plutôt le produit d'un penchant quasiment naturel de l'« Allemand » vers la brutalité, penchant qui n'aurait trouvé qu'un exutoire ou une explosion dans ce qui se passa avant et après 1933 ? Cette seconde formulation, essentialisante, est hélas encore latente.

Ma réponse à ce questionnement s'est élaborée et précisée au long de plusieurs décennies de travail en commun. Endossant le rôle de « l'Allemand » du Centre international de recherche de l'Historial de Péronne, j'ai essayé de comprendre

et d'expliquer aux Français ce que fut l'esprit de «Ceux de 14» côté allemand. J'ai tâché de leur faire comprendre que le soi-disant «*Burgfrieden*», la trêve des partis allemands en août 1914, est tout à fait comparable à l'Union sacrée des Français. Évidemment, les Français se sont unis pour la défense de leur patrie contre un brutal agresseur. Cette conviction fut entière, elle l'est encore très majoritairement cent ans plus tard. Et comme les Allemands ont de fait déclaré la guerre et qu'ils ont franchi la frontière, cette mise à l'unisson des Français s'explique sans problème. Mais ce qui a fait marcher les soldats *feldgrau*, les facteurs expliquant que le peuple allemand lui aussi fut et resta convaincu qu'il menait une légitime guerre de défense, bref, ce qu'on peut décrire comme une culture de guerre allemande, s'expliquent moins facilement. J'ai tenté d'y répondre dans le livre que j'ai écrit à quatre mains avec Jean-Jacques Becker, j'ai également insisté sur ce point dans mon *Feu aux poudres* paru en 2014. Il faut comprendre cette conviction de base de la grande majorité des Allemands pour saisir l'effroi que constitua pour eux le verdict de Versailles en 1919. Ils ont dû signer un traité de paix qui leur imputait la responsabilité complète du plus grand désastre dans l'histoire de l'humanité alors qu'ils avaient la conviction d'avoir mené une guerre juste.

La haine immense qui résulta de l'expérience de guerre et de son aboutissement dans ce traité ne put se libérer par la bataille contre l'ennemi de l'extérieur, elle trouva donc une autre façon de déborder. Ce fut «la république» ou, pour les droites, «la révolution» qui furent tenues pour responsables du fait qu'on n'avait plus été en situation de lutter contre l'ennemi extérieur, qu'on avait dû accepter d'abord les conditions d'un armistice-capitulation et puis, à Versailles, une honte ineffaçable. C'est à partir de 1919 que toute discussion politique, en Allemagne, risqua désormais de se terminer par une bagarre

de rue et très souvent aussi par l'assassinat politique. On ne discutait pas en vérité, on hurlait sa haine.

L'horreur d'une défaite jamais bien comprise, un vrai traumatisme collectif des vaincus, contribue aussi à expliquer cette formidable montée de l'antisémitisme après 1919. Une situation de désordre mental collectif qui a laissé la place à un esprit de vengeance universalisé, qui a pu se faire libre cours après la prise du pouvoir par Hitler. Mais avoir élu Hitler, avoir acclamé un simple soldat de la Grande Guerre qui criait plus fort que tous sa frustration et sa haine de ceux qu'il accusait d'être responsables de l'infâme défaite, reste pour moi la preuve certaine d'un désarroi collectif des Allemands. Ils ne comprirent pas la défaite et ne surent pas comment bien traiter ces héros inutiles de la vaine Grande Guerre, ces deux millions de morts-pour-rien, ces quatre millions de blessés de guerre et ces dix millions de «soldats du front» qui exigèrent qu'on leur fasse l'honneur promis depuis août 1914. La république des civils, qui entendaient avant tout oublier la catastrophe si intensément vécue, ne sut rien faire de cette immense blessure, sinon la refouler en l'imputant à un ancien régime plus ou moins glorieusement révolu en novembre 1918.

Face à ce questionnement perpétuel, j'ai pensé qu'il ne serait peut-être pas sans intérêt d'essayer de reprendre mon raisonnement dans un livre réduisant la complexité des faits à un niveau compréhensible pour un lecteur intéressé de nos jours. Ce sont surtout des travaux d'historiens français qui m'ont permis de me frayer un chemin dans ce dédale complet de l'histoire de la violence d'après-guerre. Évidemment, ce questionnement a été à la base des recherches du groupe de l'Historial de Péronne, qui se condensent dans nombre d'ouvrages.

Je me considère aujourd'hui comme un historien des mentalités qui a fait un «terrible effort d'objectivité», comme nous l'a demandé Marc Bloch, pour saisir dans leurs profondeurs

les pensées de ceux qui ont fait la guerre comme de ceux qui ne l'ont vue et subie que de très loin. Voici donc l'histoire d'un traumatisme collectif écrit par un historien qui a voulu se placer au plus proche de ceux qui, ayant survécu par chance, ont exigé qu'on leur rende l'honneur mérité.

Il est intéressant de noter que le cheminement que j'ai choisi se situe dans une longue tradition, plus française qu'allemande il me semble, de recherche sur la République de Weimar. Il existe, depuis Raymond Poidevin et Jacques Droz, une lignée d'historiens français qui ont défriché la piste à suivre. Pierre Jardin, Nicolas Beaupré, Christian Ingrao, Nicolas Patin, Johann Chapoutot, pour ne citer que quelques noms, m'ont fait réfléchir et réagir. Je livre donc aujourd'hui au public français ce résultat d'un dialogue continu, sans doute la période intellectuellement la plus riche de ma vie.

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage ne prétend pas être une histoire de la République de Weimar, mais plutôt une tentative de porter un regard inédit sur l'Allemagne des années 1920. Pour moi, la caractéristique déterminante de la République de Weimar réside dans le fait qu'elle est née de la Première Guerre mondiale et en est restée l'enfant, sa vie durant. L'historiographie de référence du régime de Weimar a beaucoup trop longtemps omis de s'intéresser à cet «héritage» du premier conflit mondial. Ou, quand elle l'a fait, c'était surtout pour blâmer les contemporains d'alors d'avoir considéré le traité de Versailles, entre autres, comme une «paix honteuse». Or, d'après la majorité des historiens allemands, ce fut en fait une paix plutôt raisonnable. Rares furent ceux qui étaient prêts ou aptes à reconnaître que la République de Weimar avait failli ployer sous le poids des charges nées de la Première Guerre mondiale. Il est vrai que les auteurs des grandes histoires de Weimar ne s'étaient pas beaucoup occupés de la Grande Guerre; en tout cas pas dans le cadre de publications scientifiques. Les travaux de quelques rares chercheurs, comme Peter Longerich et Volker Ullrich, constituent des exceptions qui confirment cette règle. Les autres auteurs se sont focalisés sur la catastrophe de

l'accession au pouvoir d'Hitler en 1933 et sur ses causes. La période de Weimar a donc été décrite en fonction de son issue et non de ses origines.

La situation de la recherche s'est notablement améliorée au cours des vingt dernières années. Il existe aujourd'hui une série de monographies et d'essais, y compris de nature comparative internationale, qui traitent des conséquences des violences de la guerre, en particulier pour les nations vaincues. Cependant, il me semble que les efforts pour vraiment comprendre les contemporains de cette époque ont été insuffisants. Des hommages appuyés ont été rendus aux forces démocratiques, mais il a été fait peu de cas de ceux qui s'y sont opposés.

Il me paraît important de tenter de combler cette lacune en proposant une vision inédite des frustrations incommensurables que la défaite de la Première Guerre mondiale a provoquées chez des millions d'Allemands. La colère et la haine étaient si intenses qu'on peut parler à juste titre d'une sorte de traumatisme collectif qui a frappé la jeune république. C'est seulement en en prenant toute la mesure qu'il nous sera possible de progresser et de resituer la catastrophe de Weimar dans son contexte.

Le lecteur sera évidemment informé des études antérieures qui ont été les plus édifiantes pour moi. Je citerai trois précurseurs en la matière. Tout d'abord Wolfgang Schivelbusch, avec son histoire comparative et culturelle des défaites guerrières. Son livre, publié en 2001, a reçu un accueil bienveillant. Je crois néanmoins qu'il n'a pas vraiment trouvé sa place dans les manuels. Peut-être sa publication fut-elle prématurée, dans la mesure où les recherches, aujourd'hui largement divulguées, sur la violence inhérente à l'après-guerre n'étaient pas encore accessibles. Cependant, j'ai trouvé chez Schivelbusch la préfiguration de nombre d'éléments que j'espère avoir pu développer plus avant ici.

La même remarque vaut pour l'importante étude de Boris Barth sur les légendes du « coup de poignard dans le dos » et de la « désintégration politique ». Boris Barth est, comme moi, un disciple de l'historien Wolfgang Mommsen, spécialiste de la Grande Guerre. Barth a écrit une histoire assez exhaustive de Weimar, en commençant par la débâcle militaire. Mais il me semble qu'il n'a pas osé aller jusqu'au bout de ses recherches, notamment pour ce qui est du pouvoir redoutable et de la véritable nature des légendes sur le « coup de poignard dans le dos ». Il en va de même pour le livre de Nicolas Beaupré, mon collègue et ami du Centre international de recherche de l'Historial de Péronne, où nous avons souvent discuté de ces questions dans un contexte de comparaison internationale. Sa fort remarquable histoire franco-allemande *Le Traumatisme de la Grande Guerre 1918-1933*¹ m'a fourni moult incitations à prolonger et à approfondir ses idées sur le sujet.

Il faut rappeler également le livre de Pierre Jardin, *Aux racines du mal* (2005), qui a traité en partie cette thématique. Dans mon premier chapitre relatif au chemin vers la défaite, ce travail se situe dans le prolongement de ses démonstrations, même si celles-ci pèchent hélas par le manque de renvois aux sources. Je reprends en fait là où Pierre Jardin a voulu arrêter son travail vraiment précurseur.

Du fait des questions que j'aborde dans les pages qui suivent, je m'aventure sur un terrain encore partiellement miné. Miné surtout en raison des problèmes inhérents à la « paix honteuse » de Versailles et au « coup de poignard dans le dos » qui ont servi, depuis les années 1950, à plusieurs générations d'universitaires pour expliquer la « prise du pouvoir » par les nazis. L'arrivée d'Hitler n'aurait été rendue possible que par le traité de Versailles ; telle a été la thèse diffusée durant des décennies. Jusqu'à ce que la génération des historiens Wehler et Mommsen en ait eu assez d'entendre le même éternel

discours et se penche sur les raisons plus profondes de cette funeste évolution de l'histoire allemande. Ils ont eu raison et la révision s'est faite à juste titre.

Mais, plus de cent ans après la fin de la Première Guerre mondiale, nous devrions pouvoir oublier nos complexes politiques et arrêter de nous cacher derrière notre petit doigt pour tenter de présenter le « traité de Versailles » ainsi que le fameux « coup de poignard dans le dos » dans une perspective de compréhension historique. Compréhension ? Oui, et ce sans cette peur atavique que la République fédérale d'Allemagne d'aujourd'hui puisse connaître le sort de celle de Weimar.

Je veux simplement prendre au sérieux le fait que, pour la plupart des hommes et des femmes de l'époque – dont les plus éclairés tels que Max Weber, son collègue Ernst Troeltsch et Walther Rathenau –, la fin de la guerre a été vue sous un angle différent et autrement plus complexe que pour nous, historiens d'aujourd'hui. Mais pour éviter d'emblée des critiques hâtives, précisons que je ne pense pas que l'Allemagne a été « invaincue sur le front », au contraire.

Je reprends les recherches de Wilhelm Deist, entre autres, pour ce qui est de la « grève larvée des militaires » de 1918, de l'auto-dissolution de l'armée allemande et de la défection en masse des soldats confrontés à une guerre visiblement perdue. Dans son essai éclairant, Deist a dû d'abord tordre le cou aux assertions prétendant l'armée « invaincue sur le terrain » et il a fini par être compris. Il tenait, en effet, à évoquer les responsabilités des militaires, à démontrer que la débâcle avait été provoquée par le haut commandement de l'armée allemande, à la fois souverain en tout et étranger aux réalités. Et non pas par l'arrière. Pour paraphraser la formule cynique et tristement célèbre de Ludendorff à la fin de l'automne 1918 : les civils ont été contraints d'avalier la panade indigeste de ces militaires qui les avaient mis dans le pétrin.

Cependant, Wilhelm Deist ne s'est pas du tout préoccupé de savoir pourquoi, après les années 1918-1919, tant de personnes ont été convaincues – et le seront longtemps – que la culpabilité de la défaite incombait à la société civile et non aux militaires. C'est pour combler cette lacune que je me suis efforcé de comprendre aussi les émotions et les mentalités inhérentes aux différents camps en présence dans la culture politique si fortement clivée de Weimar.

Le regard que je porte sur Weimar et sur les failles de la société de l'époque est le résultat de longues années de travaux sur la Première Guerre mondiale. Raison qui m'amène à traiter dans le premier chapitre du présent ouvrage de la « guerre lointaine », une entrée en matière pour le moins surprenante pour nombre de lecteurs. Il convient en effet de comprendre que les Allemands ont beaucoup souffert d'une guerre qui se déroulait pourtant ailleurs. Il est important de réaliser combien avait été et resta profond le fossé creusé entre les civils et les soldats marqués par ce conflit. Le fait qu'ils aient été étrangers les uns aux autres est pour moi à l'origine de toutes les légendes sur le « coup de poignard dans le dos ». De *toutes* ces légendes ? Oui, car il est enfin temps de reconnaître qu'il n'existe pas seulement *une* légende voire *un* mensonge relatif à ce « coup de poignard dans le dos ». Lorsqu'il s'agit aujourd'hui de les décrire et de les « illustrer », c'est dans la plupart des cas en recourant à des images et des concepts brandis par les groupes nationalistes et surtout par les nazis. Ce discours autour du « coup de poignard dans le dos » prétend en général que les soldats, lancés dans une offensive menant à une victoire certaine, ont été arrêtés dans leur élan par des civils poussant à l'insurrection. Le civil étant bien sûr ici un communiste juif ou un juif communiste, ce qui correspond parfaitement aux théories complotistes toujours mises en avant par ceux qui sont dépassés par la réalité.

Mais, en 1918-1919, prévalait dans l'opinion publique une vision beaucoup plus complexe de la défaite. Même la déclaration du maréchal Hindenburg devant la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale, fréquemment citée pour accréditer la version simpliste de la légende du « coup de poignard dans le dos », était en réalité beaucoup plus nuancée. Selon Hindenburg, l'armée de terre était déjà épuisée lorsque les civils lui refusèrent leur soutien indispensable. Elle aurait sans doute pu tenir encore un moment et on aurait pu négocier un traité de paix plus favorable si la révolution n'avait éclaté. Cette thèse est sujette à diverses interprétations, mais le point décisif aura été la question alors âprement débattue : sans cette révolution (le propos ici n'étant pas de discuter de sa nécessité ni de son bien-fondé !), l'Allemagne aurait-elle pu bénéficier de meilleures conditions d'armistice et d'une paix plus juste ?

Ce traité a-t-il donc été une paix honteuse ou une paix positive pour l'avenir ? Je reconnais qu'à l'issue de vingt ans d'étude des sources et de débats parfois virulents, je ne comprends toujours pas comment on peut penser que cette paix a été juste et a même apporté nombre d'avantages à l'Allemagne. En vérité, cette paix a été un diktat dont la signature semble avoir été arrachée sous la menace d'un pistolet. Les vainqueurs n'ont pas négocié avec l'Allemagne défaite ; l'article 231 relatif à la responsabilité de celle-ci dans cette guerre, tout comme la totalité du traité, a été une humiliation morale pour elle. Cet article était dans la droite ligne des articles 227 à 230 réclamant la livraison de l'empereur et des officiers qui s'étaient selon les Alliés rendus coupables d'actes contraires aux lois et coutumes de la guerre.

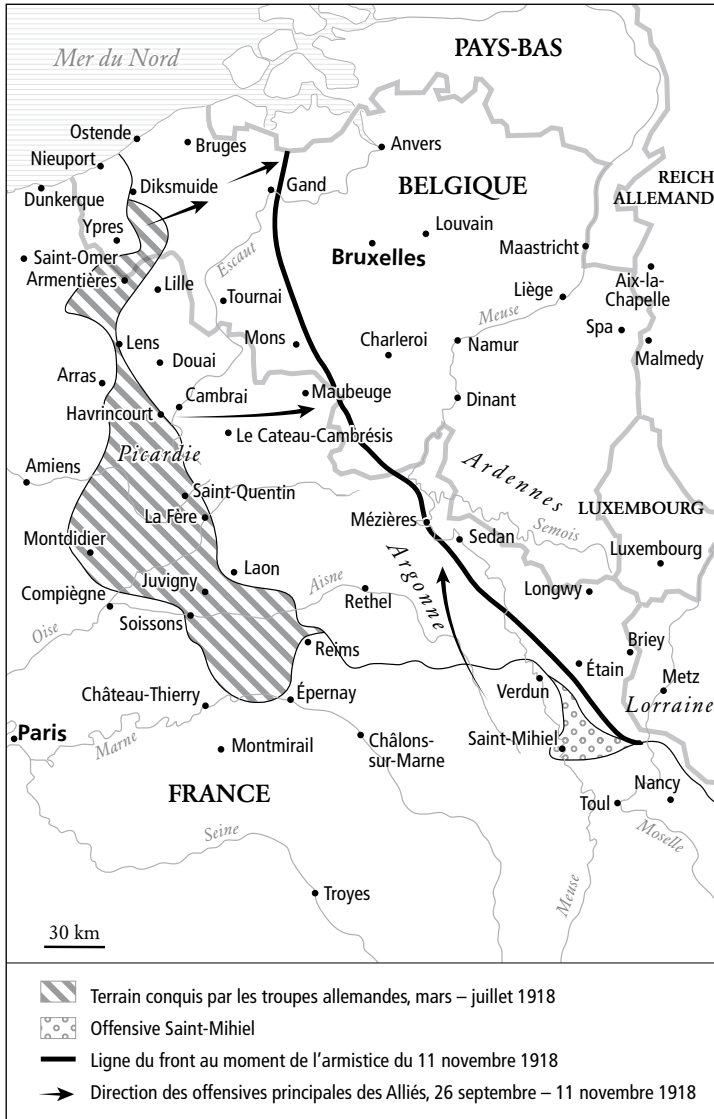
Je ne conteste pas par ailleurs que les Français en particulier aient eu d'excellentes raisons d'exiger une paix carthaginoise avec l'Allemagne. Ayant énormément souffert de la guerre et de l'occupation, ils s'étaient retrouvés à la fin du conflit

quasi exsangues physiquement et économiquement. Mais je ne veux pas proposer ici de l'histoire comparée, comme je me suis efforcé de le faire ailleurs avec des historiens français. Je souhaite plutôt analyser en profondeur le vécu des Allemands face à la guerre et à sa fin.

Pour conclure, il me faut faire une remarque sur la notion de traumatisme. Je sais que dans le discours historiographique, celui-ci relève plutôt d'une métaphore et il est peut-être inévitable qu'il en soit ainsi. En effet, l'analyse d'un traumatisme collectif ne relève pas encore d'une science exacte. Mais j'espère pouvoir montrer qu'il est judicieux de se pencher sur la question du passage d'une myriade de traumatismes individuels à un traumatisme collectif qu'il conviendra forcément de qualifier plus avant. De ce point de vue là aussi, cet ouvrage est un essai. J'aimerais qu'il soit pris au sérieux comme une incitation à mieux comprendre le destin de la République de Weimar.



Offensives allemandes sur le front ouest, 1918



Contre-offensives alliées sur le front ouest, automne 1918

